

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'IBERVILLE**

**COUR SUPÉRIEURE
(chambre civile)**

N° : 755-17-002790-189

GUY GRENIER

Demandeur

c.

**VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-
RICHELIEU**

Défenderesse

DÉCLARATION SOUS SERMENT DE ALAIN LAPLANTE

Je, soussigné, Alain Laplante, exerçant mes fonctions de maire de Saint-Jean-sur-Richelieu au 188 rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec, affirme solennellement ce qui suit :

1. Depuis le 5 novembre 2017, je suis le maire de Saint-Jean-sur-Richelieu, fonction que j'exerce dans le contexte d'un conseil de ville composé de neuf (9) conseillers municipaux qui sont opposés à ma gouvernance.
2. J'ai pris connaissance de la Demande de pouvoir en contrôle judiciaire, sursis, ordonnance de sauvegarde et injonction provisoire, interlocutoire et permanente modifiée en date du 28 mai 2018 déposée par mon chef de Cabinet, M. Guy Grenier, dans le présent dossier.
3. Dans ses procédures, M. Grenier affirme que son congédiement ne se rapporte en rien à sa conduite ou à son rendement, mais constitue plutôt une manœuvre politique destinée à m'affaiblir dans l'exercice de mes fonctions de maire de Saint-Jean-sur-Richelieu.
4. Cette affirmation est rigoureusement exacte.
5. À mon entrée en fonctions comme maire, j'étais conscient qu'il n'allait pas être facile d'exercer les fonctions importantes qui me sont dévolues par la *Loi sur les cités et villes*, ainsi que par le cadre normatif qui régissait l'administration municipale.
6. Le mandat qui m'a été donné par les habitants de Saint-Jean-sur-Richelieu était cependant clair, et je me suis mis à la tâche.

7. Une de mes premières décisions a été de proposer au Comité exécutif de nommer M. Grenier en qualité de chef de cabinet du maire, ce qui fut fait avec effet au 20 novembre 2017.
8. Il va de soi que, en sa qualité de chef de cabinet du maire, M. Grenier se rapporte au maire, et non à la direction générale comme les fonctionnaires à l'emploi de la Ville. C'est ainsi qu'il en a toujours été au meilleur de ma connaissance depuis la création de ce poste de chef de cabinet en 2002.
9. Dès sa prise de fonction en novembre 2017, j'ai confirmé à M. Grenier qu'il se rapportait exclusivement au maire, et non à la direction générale. Je lui ai également indiqué qu'il relevait également du Comité exécutif de manière générale.
10. Tout ceci est d'ailleurs clairement indiqué dans le contrat de travail de M. Grenier.
11. J'ai également indiqué à M. Grenier qu'une partie substantielle de son travail allait consister dans un travail politique et qu'il agirait en quelque sorte comme une courroie de transmission entre le cabinet du maire et le Conseil de ville.
12. J'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de communiquer ces éléments à la direction générale de la ville. Durant l'hiver 2018, il est devenu manifeste que le directeur général ne partageait pas mon opinion sur cette question, comme sur beaucoup d'autres.
13. Il est également devenu clair que la direction générale était alignée de manière symbiotique avec les conseillers municipaux qui, lors des élections, faisaient partie de l'Équipe Fecteau.
14. Les tensions entre mon cabinet et ces conseillers se sont accrues de manière significative lorsque, au milieu de l'hiver 2018, moi-même et le Comité exécutif avons voulu examiner le détail des sommes très importantes engagées par la Ville dans les affaires juridiques et dans de nombreux litiges des dernières années. Cette volonté découlait du fait que nous avions acquis des raisons de croire que des mandats avaient été octroyés sans avoir été dûment approuvés.
15. À compter de ce moment, j'ai reçu un barrage de résistance impressionnant à la fois de la part desdits conseillers municipaux que de la direction générale.
16. Je ne me doutais aucunement que ces questions allaient soulever autant de résistance, mais cette résistance n'a fait qu'affermir ma volonté à creuser la question.
17. Le 12 mars 2018 avant-midi, à son retour de vacances, monsieur François Vaillancourt est venu dans mon bureau afin de m'apostropher de façon virulente en lien avec la résolution votée le 28 février par le comité exécutif pour la vérification des dossiers juridiques. François Vaillancourt parlait extrêmement fort et s'est exprimé de manière colérique. Monsieur Vaillancourt a refusé de discuter calmement de la question et a quitté le bureau du maire.
18. Le 12 mars 2018 au soir après m'avoir apostrophé dans mon bureau, François Vaillancourt est revenu à la charge lors du comité plénier 12 mars 2018, devant

tous les membres du conseil et quelques employés, toujours relativement au mandat de vérification des dossiers juridiques. D'une façon intempestive et très énervée, M. Vaillancourt s'est adressé aux élus en donnant un coup de poing sur la table et en utilisant plusieurs sacres.

19. Cet événement m'a particulièrement ébranlé. À compter de ce moment et pour cette raison, j'ai demandé à M. Grenier d'être toujours présent lors de mes rencontres avec le directeur général.
20. Le 19 mars 2018, j'ai rencontré M. Vaillancourt afin de faire le point sur ses interventions inacceptables de la semaine précédente. François Vaillancourt a exigé que Guy Grenier n'assiste pas à cette rencontre. J'ai pour ma part exigé que mon chef de cabinet assiste à la rencontre. Suite à un simple commentaire de M. Grenier, M. Vaillancourt a invectivé M. Grenier.
21. Suite à la rencontre du 19 mars 2018, M. Vaillancourt a sollicité de son propre chef plusieurs opinions juridiques sur le statut d'employé de l'attaché politique et chef de cabinet du maire.
22. Le 17 avril 2018, M. Vaillancourt a sollicité par courriel les élus afin de colliger de l'information sur des soi-disant manquements de M. Grenier dans ses devoirs et obligations de loyauté envers le conseil municipal et l'administration en général.
23. C'est dans ce contexte que, le 23 avril 2018, le Conseil de ville a adopté une résolution décidant de congédier mon chef de cabinet, contre mon avis, ma volonté et celle du Comité exécutif. M. Grenier était en voyage à l'étranger à ce moment.
24. Il est manifeste que cette résolution du 23 avril 2018 est la conséquence de ce qui précède, incluant les événements des 12 et 19 mars 2018, et n'a strictement rien à voir avec la compétence, la loyauté ou le travail de Guy Grenier.
25. Je tiens à préciser que j'ai assisté à toutes les réunions du Conseil de ville, et en à aucun moment le directeur général n'a fait un quelconque rapport que ce soit au Conseil concernant Guy Grenier.
26. De surcroît, il a toujours été clair pour moi que c'est exclusivement le Comité exécutif qui pouvait décider d'une possible fin d'emploi de mon chef de cabinet, dans la mesure évidemment où j'étais en accord avec une telle démarche.
27. J'ai été d'autant plus stupéfait que la résolution du Conseil adoptée le 23 avril 2018 ne faisait référence à aucun motif.
28. J'y a apposé mon veto le 24 avril et le Comité exécutif a adopté une résolution le 25 avril 2018 confirmant l'emploi de mon chef de cabinet.
29. Je réaffirme par la présente que, dès son entrée en fonction et en tous temps, M. Grenier a fait un travail exemplaire, servant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu avec compétence, dévouement, intégrité et complète loyauté envers la Ville.

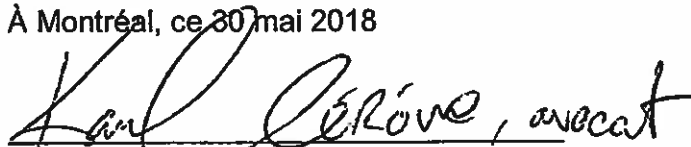
30. J'ai à de nombreuses reprises tenté de connaître les faits que le conseil et la direction générale reprochaient à M. Grenier. Les réponses qui m'ont été données par la direction générale sont toujours restées vagues, faisant référence à des prétendues plaintes formulées par des conseillers municipaux à l'endroit de M. Grenier.
31. Malgré mes demandes répétées et malgré mon pouvoir général de surveillance des affaires de la Ville découlant de l'article 52 de la *Loi sur les cités et villes*, la direction générale a toujours refusé de me communiquer quelque document que ce soit appuyant ces allégations.
32. J'ai noté que, dans une déclaration assermentée datée du 4 mai 2018, le directeur général François Vaillancourt indique ce qui suit : « 19. Pis encore, le demandeur m'a invectivé en présence du maire. »
33. Il s'agit d'une affirmation complètement fausse. En aucun cas M. Grenier n'a-t-il invectivé qui que ce soit en ma présence, et encore moins le directeur général.
34. En somme, j'estime qu'il est manifeste que le congédiement de M. Grenier constitue un acte entièrement politique qui prend sa source exclusivement dans une volonté d'affaiblir le cabinet du maire et le comité exécutif, et qui n'a strictement rien à voir avec les compétences, la loyauté ou le comportement de M. Guy Grenier.
35. Je tiens enfin à souligner que tous les communiqués de presse qui ont été préparés par M. Grenier l'ont été à ma demande et ont été approuvés par moi-même avant leur publication, dans un seul but : servir les intérêts des habitants de Saint-Jean-sur-Richelieu.
36. Il est incompréhensible que M. Grenier puisse être la victime d'une joute politique qui est dirigée à mon endroit.
37. Tous les faits mentionnés dans la présente déclaration assermentée sont vrais, à ma connaissance personnelle.

ET J'AI SIGNÉ:



ALAIN LAPLANTE

Affirmé solennellement devant moi,
À Montréal, ce 30 mai 2018


Commissaire à l'assermentation pour
tous les districts judiciaires du Québec

324802-0

ou copie conforme

Saint-Jean-sur-Richelieu
Ce 2018-10-04


François Lapointe, avocat
Greffier